

Malgré une crise mondiale persistante, qui secoue le principal partenaire commercial du Royaume qu'est l'Europe, l'économie nationale arrive quand même à s'en sortir avec une croissance qui devrait avoisiner les 4,8 pc à fin 2011, contre 3,7 pc en 2010.

Le Fonds monétaire international (FMI) se montre également optimiste à cet égard en tablant sur une croissance qui tourne autour de 4,6 pc et ce en dépit des incertitudes économiques dans la région MENA et au moment où la zone euro enregistre une faible croissance de 0,2 pc.

Même si la région se trouve depuis "le début de l'année aux prises avec des incertitudes et des tensions économiques sans précédent", l'activité économique au Royaume doit enregistrer une hausse en 2011, souligne récemment le FMI.

Cette croissance serait due, selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), à la relance de certaines activités économiques, d'une part, et les mesures prises par les pouvoirs publics en réponse aux évolutions contraignantes de l'environnement international, d'autre part.

En 2011, année marquée par l'adoption de la nouvelle Constitution, le Maroc s'est montré résolu quant à la poursuite de l'approfondissement des réformes engagées et de la politique des grands plans sectoriels notamment le Plan Maroc Vert, le Plan Emergence, le Plan Solaire et Halieutis outre la vision 2020 du secteur du tourisme.

Ceci a permis de consolider les acquis sans pour autant compromettre la stabilité des équilibres fondamentaux et de renforcer la résilience de l'économie marocaine, ce qui a limité les impacts négatifs de la crise financière et économique que connaît le monde.

Une Campagne agricole qui se poursuit dans de bonnes conditions

Avec une production céréalière d'environ 80 millions de quintaux, la campagne agricole 2010/2011 aurait enregistré une augmentation de 14,2 pc par rapport à 2010.

En outre, les activités liées aux autres composantes de l'agriculture et à l'élevage devraient réaliser de bons résultats, suite aux conditions pluviométriques satisfaisantes durant cette campagne.

Le ministère de l'Agriculture a assuré récemment que la campagne agricole actuelle se poursuit dans "de bonnes conditions", marquée par une amélioration de différents indicateurs, notamment la forte demande sur les intrants et le rythme des emblavements comparées à celles des deux dernières campagnes.

L'actuelle campagne est également marquée par une meilleure répartition des pluies en comparaison avec la campagne précédente, ce qui a encouragé les semis précoces qui sont déterminants pour le niveau des rendements des cultures céréalières.

Les labours ont ainsi atteint 4 millions d'hectares dont 3 millions d'ha déjà semés, soit une augmentation de 28 pc par rapport à la campagne précédente.

Les exportations des primeurs ont atteint un niveau de 145.000 tonnes, enregistrant une augmentation de 17 pc par rapport à la campagne précédente à la même date, et ce malgré la conjoncture des bas prix sur le marché de l'Union européenne.

Pour ce qui est du PIB non agricole (activités économiques secondaires et tertiaires), il s'accroîtrait de 5 pc en 2011 au lieu de 4,7 pc l'année précédente, selon le HCP. Les activités du secteur secondaire, marquées par un dynamisme renouvelé du secteur minier et la relance du secteur du Bâtiment et de certaines branches des industries de transformation, dégageraient une valeur ajoutée en progression de 4,6 pc.

Les exportations du groupe

OCP ont, pour leur part, maintenu un rythme de croissance soutenu à fin juin 2011, progressant de 34,2 pc en glissement annuel.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire (services), en nette reprise, augmenterait ainsi de 5,2 pc en 2011 au lieu de 3,3 pc en 2010.

Tourisme : un coup de pouce à l'économie marocaine

Un an après le lancement de la vision 2020, le Maroc n'a cessé d'œuvrer pour consacrer encore davantage son choix stratégique, celui de continuer à faire du tourisme l'un des moteurs du développement économique du pays.

La Vision 2020, lancée en novembre 2010, qui est une stratégie de régionalisation touristique, de qualité et du développement durable a donné une impulsion nouvelle au secteur du tourisme. L'événement le plus marquant de cette année reste sans nul doute le partenariat scellé entre le Maroc et trois pays du golfe à savoir le Qatar, les Emirats Arabes Unis et le Koweït.

Le Maroc conserve sa note "BBB"

Grâce à ses performances économiques et la stabilité politique qui règne dans le Royaume, le Maroc a pu conserver sa note de crédit souverain de la dette à long terme en devises à "BBB-" et à court terme en devises à "A-3", avec une perspective "stable", accordée par l'agence de notation Standard and Poor's (S&P).

L'agence a tenu à préciser que la notation du Royaume "n'est pas immédiatement affectée par le résultat des élections législatives" anticipées du 25 novembre. Après la nomination par SM le Roi Mohammed VI de Abdelilah Benkirane, secrétaire général du Parti Justice et Développement, arrivé en tête du scrutin, comme chef du Gouvern

nement, S&P estime que "la composition du nouveau cabinet n'est pas, en soi, un critère de notation".

2012 : une année qui s'annonce difficile

Dans la perspective de rétablissement de la confiance et d'amélioration du climat des affaires à la faveur des réformes au plan institutionnel, l'année 2012 s'annonce difficile et pourrait ainsi annoncer l'amorce d'un nouveau cycle économique.

En 2012, outre la dégradation des perspectives économiques en Europe et à l'échelle mondiale, la région MENA en général devrait subir l'effet d'une baisse prononcée des investissements et du tourisme.

Ainsi, le nouveau gouvernement de Benkirane aura du pain sur la planche avec à l'ordre du jour plusieurs dossiers en suspens, avec à leur tête l'épineux exercice de la loi de finances 2012.

Outre la problématique de la caisse de compensation qui pèse lourd sur le budget de l'Etat sans pour autant atteindre les objectifs souhaités, le prochain gouvernement doit faire face à de nombreux défis notamment un déficit budgétaire qui dépasserait les 3,6 du PIB, un taux d'endettement public direct, qui dépasserait le seuil de 50 pc du PIB enregistré en 2010 ou encore un déficit de la balance des paiements de 4,3 pc du PIB.

D'après le FMI, il faut s'attendre pour 2012 à une reprise plus faible que prévue, les projections de croissance se situant juste au-dessus de 3 pc. En outre, les besoins de financement des pays importateurs de pétrole devraient atteindre environ 50 milliards de dollars par an.

Source: Map